

Entretien avec Guillaume Klossa

Pour un nouveau congrès des consciences européennes.

Guillaume Klossa a été conseiller auprès de Jean-Pierre Jouyet pour la présidence française de l'Union européenne (2007-2008) avant de conseiller le groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe au Conseil européen en pleine crise économique et financière (2009-2010), puis de diriger la mission « innover et produire en Europe » à l'heure de la globalisation (2011-2012) du Ministère français de l'économie et des finances. Il vient de finir son mandat de directeur de l'Union européenne de Radiotélévision (2013-2018), l'institution européenne qui rassemble les médias de service public européens, connue notamment pour l'eurovision et le débat des candidats à la présidence de la Commission européenne. Il a également créé le think tank EuropaNova qui fête cette année son quinzième anniversaire, les Etats-Généraux de l'Europe (2007), le pro-gramme des European young leaders (2011), et le mouvement du 9 mai 2016 devenu depuis Civico Europa. Il est enfin éditorialiste dans diverses publications et a été l'éditorialiste Europe du quotidien Métro. Son dernier livre est « Une jeunesse européenne » (Grasset 2014 – sélection du European Book Prize).

Guillaume Klossa vient d'être nommé en octobre par le Collège des Commissaires Conseiller spécial du Vice-Président de la Commission européenne Andrus Ansip, chargé du marché numérique unique. Sa mission consistera à conseiller sur les défis et opportunités pour l'Europe en matière de technologies clés comme l'intelligence et la blockchain avec un focus sur le secteur des médias.

Pouvez-vous tout d'abord brièvement vous présenter en insistant sur l'action européenne que vous avez menée au cours de votre vie ?

Mon engagement européen a commencé dès le lycée, quand j'ai lancé en classe de seconde un magazine lycéen culturel européen avec le réalisateur Cyrille Pérez, puis participé comme chef de la délégation française à l'une des premières sessions du Parlement européen des Jeunes en novembre 1989 à Thessalonique, le jour de la chute du mur de Berlin. Ce jour-là, j'ai senti le souffle de la grande histoire européenne et ai eu la conviction que l'Europe jouerait un rôle dans mon parcours. J'étais passionné alors par l'histoire de France et je me suis intéressé avec la même passion à l'histoire des pays du continent, et bien plus tard aux institutions européennes qui ne sont qu'une résultante de notre histoire continentale.

Mais le moment décisif est survenu en avril 2002 avec l'accession de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle française. J'avais alors 29 ans et j'ai pris conscience du fait que l'Europe entrait dans un cycle de repli nationaliste et que l'enjeu était de faire émerger une génération de nouveaux bâtisseurs européens qui puissent prendre le relais des pères fondateurs. C'est dans la foulée que j'ai créé le think tank EuropaNova en 2003, en partant de l'intuition que l'Europe allait devoir faire face à une période de crises politiques et économiques multiples liées aux mutations radicales de la mondialisation.

J'en ai tiré trois nécessités : repenser le logiciel européen pour qu'il soit en mesure de faire face aux crises alors qu'il avait été conçu pour les vents calmes, faire émerger une nouvelle génération de leaders d'opinion européens à même de penser et porter dans ce contexte l'intérêt général européen en œuvrant dans une démarche interdisciplinaire, aussi bien dans le domaine politique, industriel, intellectuel et scientifique qu'artistique et culturel, mais aussi penser de nouvelles formes d'engagement du citoyen pour l'Europe.

Au-delà de la réflexion sur ce que doivent être les perspectives de l'Europe sur le long terme, j'ai une double conviction : d'abord que loin de s'opposer, intérêt national et intérêt général européen doivent se penser dans une dynamique de renforcement mutuelle et que de la même manière, il faut penser les citoyennetés nationales et européennes en complémentarité. Ensuite, que l'urgence est de faire émerger une force capable de contribuer à apporter des solutions aux crises régulières, que les Européens doivent se doter de ce que j'appelle une éthique de l'action. Mon analyse d'alors était que nous allions entrer dans une période durable de crises multiples du fait de facteurs divers et cumulés : vieillissement rapide de la population européenne et explosion de la démographie africaine, rééquilibrage géopolitique, économique et financier global avec l'effritement du lien transatlantique et l'émergence des puissances qu'on classait jusque-là dans la rubrique Tiers-monde, épuisement du processus de rattrapage économique de l'UE avec comme conséquence un potentiel de croissance très limité et donc une forte vulnérabilité aux crises économiques. Cela signifiait que notre génération, la fameuse génération Erasmus, qui a grandi dans un monde dominé par les repères occidentaux, allait entrer désormais dans une période où le monde se ferait réellement multipolaire et non plus dominé par le seul Occident, avec un risque : la tentation de repli identitaire et populiste.

J'avais pressenti aussi que la nouvelle génération qui grandirait dans ce nouveau contexte pourrait se faire moins spontanément pro-européenne que la précédente. EuropaNova s'est affirmé très vite comme un acteur référent du débat européen en France. Contre toute attente, c'est EuropaNova que Valéry Giscard d'Estaing, président de la Convention, a choisi pour présenter son projet de constitution pour l'Europe aux jeunes français. C'est aussi EuropaNova que le premier ministre Jean-Pierre Raffarin a choisi pour lancer le débat référendaire sur la constitution européenne en octobre 2004. Dans la foulée, dès septembre 2005, nous nous sommes mobilisés pour l'idée d'un nouveau traité européen qui serait porté à l'élection présidentielle française par les deux candidats ayant le plus de chance de l'emporter, car une élection présidentielle en France est de nature référendaire et c'est la seule manière de trouver une issue à la crise née du non français au projet de constitution européenne.

C'est enfin EuropaNova, vite rejoint par Notre Europe que préside Jacques Delors et le Mouvement Européen qui allait bientôt élire Sylvie Goulard, qui a pris l'initiative des Etats-Généraux de l'Europe dont la première édition a lancé au niveau européen la semaine de célébration du 50^{ème} anniversaire du traité de Rome en mars 2007 et qui a rassemblé plusieurs milliers de participants de toute l'Europe. Un record apparemment depuis le congrès de la Haye qui s'était tenu 59 ans plus tôt. Le collectif que je préside a pris dans la foulée l'initiative d'engager Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy sur un pacte européen pour leur mandat, que les deux candidats à l'élection présidentielle française ont accepté de signer.

Et puis en mai 2007, Jean-Pierre Jouyet, l'ancien chef de cabinet de Jacques Delors à la Commission européenne, et nouveau secrétaire d'Etat aux affaires européennes chargé de préparer la présidence française du Conseil de l'Union européenne, m'a proposé de le rejoindre comme conseiller spécial. C'est son directeur de cabinet Philippe Léglise-Costa, l'actuel représentant permanent de la France auprès de l'UE, qui a organisé la rencontre. Cela m'a amené à travailler également avec Philippe Etienne, le directeur de cabinet du ministre des affaires étrangères et européennes à l'époque et aujourd'hui sherpa du président Macron. Mes responsabilités étaient passionnantes, elles comprenaient le débat public et citoyen en France et en Europe, la démocratisation d'Erasmus, la réflexion sur l'avenir de l'Europe... C'est à ce moment-là que nous avons installé définitivement sur tous les bâtiments publics le drapeau européen à côté du drapeau français. Tout un symbole ! La période était exaltante et complexe, la crise financière a commencé, les rapports avec Moscou se sont tendues, et les Etats-Unis en pleine élection étaient aux abonnés absents, le paquet énergie-climat a été adopté après des négociations très dures.

Ensuite en 2009, je suis devenu l'un des conseillers du groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe au Conseil européen en charge de la réflexion à long terme sur l'avenir du projet européen. Nous avons alors dû faire face à la crise grecque, un enjeu central du groupe de réflexion que présidait Felipe Gonzalez est devenu alors de penser la gouvernance économique et financière de l'Union européenne et de l'eurozone, sujet auquel le rapport a consacré une partie qui n'était pas initialement prévue avec des propositions considérées alors comme tabou et qui ont été en partie reprises depuis.

Vos intuitions concernant la nécessité d'un nouveau traité après le non français en 2005 et celle d'une possible crise grecque dès 2009 requérant une nouvelle gouvernance économique et financière européenne se sont en quelque sorte vérifiées. Ce qui explique qu'en 2016, alors que la crise semblait

commencer doucement à refluer mais que l'UE n'était pas tirée d'affaire pour autant, et qu'elle se retrouvait confrontée à une évolution inquiétante avec la montée de populismes, vous avez ressenti le besoin de lancer un appel en regroupant les bonnes volontés. Il proposait une feuille de route pour une « Nouvelle Renaissance Européenne » autour d'un groupe que vous avez appelé L'Appel du 9 Mai. C'est bien cela ?

D'abord il y a beaucoup de hasard dans tout cela, et la chance de se trouver au bon moment au bon endroit, ce que les Anciens appelaient la *fortune*. Je suis très heureux d'avoir eu l'opportunité d'avoir pu apporter ma pierre à des sorties de crise et suis très conscient que cela n'a été possible que parce que beaucoup d'autres acteurs se sont mobilisés. Tout cela procède d'une dynamique d'ensemble.

Pour en revenir à votre question, en fait, jusqu'au milieu des années 2010, j'avais le sentiment que le politique avait encore la main, et qu'il y avait encore une capacité de réception des idées qui était encore relativement forte. En 2005, nous avons été avec quelques camarades, en l'occurrence François-Xavier Priollaud, l'actuel vice-président de la Région Normandie, Fabrice Dubreuil, l'actuel représentant adjoint de la France auprès de l'UE et Olivier Ferrand, de ceux qui ont tenté de vendre l'idée d'un nouveau traité, reprenant les progrès du traité constitutionnel aux équipes de Sarkozy et de Royal. C'est finalement l'équipe du premier qui a souscrit à l'idée en en faisant un axe central de sa campagne présidentielle un an plus tard en août 2006. Dans la foulée de mon intervention à la convention Europe de l'UMP de septembre 2005, les Allemands, les Luxembourgeois, les Suédois, pays qui avaient eu ou allaient avoir la présidence semestrielle du Conseil de l'UE, ont souhaité nous rencontrer. Nous avons à l'époque eu de longues discussions avec Gunter Gloser, Cecilia Mallstrom, Nicolas Schmit qui étaient ministres des affaires européennes d'Allemagne, de Suède et du Luxembourg, que nous avons vus à Paris puis avec l'ancienne ministre Maria-Joao Rodrigues, alors conseillère spéciale de la présidence portugaise de l'UE. C'est elle qui m'a invité pour une séance de travail d'une journée à Lisbonne en avril 2007, la veille de l'élection présidentielle française. Le sujet de cette rencontre était de se poser la question de savoir comment créer une dynamique rapide d'adoption d'un nouveau traité à Lisbonne, acceptable pour les citoyens européens et permettant de sortir de l'impasse née des votes référendaires négatifs en France et au Pays-Bas. Mais nous nous demandions également comment prévenir les réactions négatives à une initiative perçue comme trop française. Plus tard en 2009, j'étais alors conseiller du groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe qui était rattaché au Conseil européen, et j'étais dans la situation de contribuer à faire émerger une vision partagée sur la feuille de route des cinq années suivantes en matière de gouvernance économique et financière. Malgré de grandes divergences entre les Etats et une concurrence entre le Conseil et la Commission, tous les acteurs cherchaient des idées pour sortir de la crise. La situation a évolué avec la perspective du Brexit.

En 2016, je me suis rendu compte que Cameron avait demandé aux chefs d'Etat et de gouvernement et aux responsables des partis politiques européens de ne pas préparer de plan B au cas où le référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE aboutirait à un vote négatif. Il y avait un vide politique total : les chefs d'Etat et de gouvernement souhaitaient croire que le Royaume-Uni resterait dans l'Union, alors qu'il y avait pourtant toute une série de signaux faibles qui tendaient à prouver le contraire. Dans ce contexte, après un premier article dans le Monde où je faisais part de mon inquiétude en février 2016, j'ai sollicité un certain nombre de sherpas de chefs d'Etat et de gouvernement en leur demandant ce

qu'ils avaient prévu en cas de Brexit, qui m'ont hélas confirmé que rien n'était prévu parce qu'ils n'avaient le droit de ne rien prévoir... et qu'une initiative autonome de la société civile était plus qu'opportune.

Il n'y a donc eu selon vous aucune anticipation, aucun scénario prévisionnel envisagé face à la possibilité de voir le Royaume-Uni quitter l'Union...

Non, parce que Cameron assurait que si toutefois cela était envisagé, cela créerait les conditions d'un Brexit. Et donc ni les institutions, ni les grands partis ni les gouvernements n'ont élaboré de scénario en cas de vote négatif, et ils se sont d'autant plus convaincu de ne pas le faire que les sondages semblaient très favorables. J'ai diné la veille du référendum avec Margaritis Schinas, le porte-parole de la Commission, qui était très optimiste comme d'ailleurs la plupart des Européens. Et fondamentalement, vu les sondages, il n'avait pas tort. En définitive, c'est une forme de prophétie auto réalisatrice inversée qui s'est opérée, et la question s'est alors vite posée de savoir quoi faire. D'ailleurs, de manière générale, les autorités publiques préparent rarement un plan B. Il n'y en avait pas pour le référendum français de 2005, pas plus que pour le Brexit. Mon expérience politique et institutionnelle, c'est qu'un plan B requiert une énergie très grande et la capacité d'imaginer des situations qui demandent une grande liberté d'esprit et qui sont en pratique peu anticipables.

Et donc, dans ce genre de situation, c'est à ce qu'on appelle la société civile de prendre ses responsabilités, parce qu'elle a une plus grande liberté de penser l'inimaginable. Concrètement, j'ai consulté les sherpas ou conseillers de chefs d'Etat ou de gouvernement que je connaissais, nous avons avec les futurs signataires de l'Appel du 9 Mai,¹ défini une démarche à suivre. Les conclusions de ces échanges ont été les suivantes : si jamais un vote négatif avait lieu, il faudrait en tirer immédiatement les conséquences, à savoir reconnaître que l'Europe vivait la plus grave crise démocratique de son histoire. Il faudrait maintenir à tout prix l'unité des Européens dans la négociation avec les Britanniques pour la sortie de l'UE. Et il faudrait enfin montrer la valeur ajoutée de l'UE pour les citoyens européens, en préparant une feuille de route réaliste, pragmatique et impactant positivement la vie des citoyens européens, qui puisse être adoptée dans la foulée des élections françaises et allemandes. C'était l'esprit de cet Appel du 9 mai 2016 que nous avons co-rédigé avec seize personnalités représentant la diversité de pays de l'UE, quelques semaines avant le référendum. Celui-ci a été suivi d'un second appel le 26 juin, trois jours après le référendum, appelant notamment à des conventions citoyennes partout en Europe pour créer un processus de réappropriation du projet européen.

Je crois me souvenir que Bill Clinton durant la dernière campagne électorale aux Etats-Unis disait précisément à l'équipe de sa femme qu'elle n'avait sans doute pas suffisamment, comme beaucoup d'autres, pris la mesure de l'impact politique du Brexit sur le fonctionnement de nos démocraties.

¹ <http://www.m9m.eu/FR/>

Pensez-vous que les Européens ont pris la mesure de la gravité de la situation née du vote négatif des Britanniques ? Et pensez-vous que votre Appel du 9 Mai a eu une influence ?

C'est toujours difficile à dire mais il me semble que oui. Le Conseil européen a immédiatement reconnu l'existence du problème démocratique. Deux de nos co-signataires ont joué un rôle clé dans les semaines qui ont suivi : Michel Barnier a été nommé négociateur en chef du Brexit pour la Commission tandis que Guy Verhofstadt, a été nommé par le Parlement européen pour suivre les négociations. L'idée d'une feuille de route a été reprise *in extremis* grâce à la France notamment dans les Conclusions du Conseil européen de septembre à Bratislava, qui au départ ne devait pas avoir de conclusions ! Dans la foulée, Jean-Claude Juncker et Donald Tusk, présidents de la Commission européenne et du Conseil européen, ont demandé à nous rencontrer et nous ont invité à leur faire des propositions concrètes. Ce que nous avons fait dans le rapport « la Voie européenne pour un futur meilleur » de Civico Europa, qui est le nom que les membres de l'Appel du 9 Mai ont décidé de donner au mouvement initié par l'appel. Nous avons rendu ce rapport un an plus tard, le 9 mai 2017, dans le cadre d'un forum citoyen sur l'avenir de l'Europe avec le président Juncker au Bozar de Bruxelles et des membres de Civico Europa.

Cela n'a pas été trop difficile de réunir pour votre appel tous les signataires (car la liste est longue et impressionnante) ?

Non, nous avons été plusieurs à nous mobiliser et le sentiment d'urgence et de gravité de la situation a fait le reste.

Et il était important que les signataires viennent d'horizons divers ?

Il fallait des personnalités qui interpellent, et en effet aussi une diversité géographique, mais aussi de sensibilités politiques et intellectuelles. Il fallait des personnes dont l'engagement pour la démocratie était irréfutable et continu, et ayant l'oreille des chefs d'Etat et de gouvernement, ce qui est extrêmement important si vous voulez avoir un impact à court terme. Il fallait également quelques personnalités qui parlent à l'opinion publique et qui ne soient pas connues pour leur engagement européen comme Roberto Saviano, Lionel Baier ou Sofi Oksanen pour aller au-delà des rangs des pro-Européens.

Quel a été l'impact de cet Appel au-delà des sphères institutionnelles européennes ?

Ce premier appel a été publié dans plus d'une douzaine de grands journaux européens (Le Figaro, Le Soir, El Pais, Die Welt, la Repubblica, Delo, Publico, Gazeta, la Tribune de Genève...) ayant une audience qui se compte en millions de citoyens. Il a été repris dans les revues de presse un peu partout en Europe et nous avons reçu des milliers de mails et de propositions de citoyens prêts à répondre à notre appel et à s'engager. La vérité, c'est que nous n'étions pas préparés à un tel succès et que nous étions dans

l'impossibilité de répondre à toutes ces propositions. Nous n'avions pas perçu combien la perspective du Brexit et donc du démembrement potentiel de l'Union créait un réflexe citoyen puissant.

Cela permet au passage de rappeler ce que les eurobaromètres eux-mêmes montrent, à savoir que contrairement à l'idée reçue qui a cours dans cette période plutôt maussade pour l'Europe, les citoyens ont encore envie de croire à l'Europe et d'y être associés...

En effet, les Eurobaromètres montrent qu'il y a un vrai attachement à l'Union européenne et une conviction qu'elle est utile. Cette conviction s'est renforcée dès avant le référendum britannique quand les citoyens ont commencé à comprendre que le projet européen était mortel et n'ont fait que se renforcer avec le chaos que provoque le Brexit au Royaume-Uni. Il y a également une grande partie des citoyens qui veulent être associés au projet et qui ont le sentiment que l'Europe se fait sans eux, ce qui les désespère. La dynamique des chefs d'Etat et de gouvernement, qui est la seule dynamique visible médiatiquement ne les satisfait pas, ils ont le sentiment que tout se fait dans des discussions diplomatiques. En même temps, ils souhaitent avoir leur mot à dire mais ne savent pas comment s'y prendre. Ils souhaitent que l'Europe ne se limite pas à la défense des seuls intérêts nationaux, et ont à tort ou à raison, le sentiment que la négociation des chefs d'Etat et de gouvernement est la continuation de la guerre par d'autres moyens et donc que les Européens sont incapables de se projeter ensemble, ce qui les désespèrent également. En même temps, ils sont profondément attachés à ces intérêts. Il y a incontestablement tension.

A mon sens, pour dépasser cette tension potentiellement fatale, il faut créer les conditions pour que les Européens puissent se penser ensemble, et dialoguer directement par-delà les frontières mais aussi faire que l'Europe devienne une expérience sensible pour chacun et non un objet lointain. La construction européenne telle qu'elle s'est faite jusqu'aujourd'hui s'est trop faite en silos, et n'a pas permis aux citoyens de bien comprendre où se situait l'intérêt commun. A un moment les citoyens finissent par se dire deux choses : ou bien il y a une vraie Europe, et nous sommes alors capables de penser notre intérêt ensemble et donc de concilier intérêts nationaux et intérêt général européen (ce qui ne signifie bien évidemment pas que l'on n'appartient pas aussi à une nation, et que nous n'ayons aussi des racines et une appartenance nationales fortes qui se combinent avec une appartenance européenne qui ne peut relever que du projet commun). Ou bien cette Europe-là n'existe pas, et alors à quoi bon continuer ? Il ne faut pas s'illusionner à ce propos. Ceux qui croient à l'Europe aujourd'hui peuvent très bien la laisser tomber demain. La base qui soutient le projet européen peut s'effondrer comme un château de cartes, comme s'est effondrée en 1889 la base qui soutenait l'empire libéral et démocratique brésilien, et plus récemment celle qui soutenait l'Union soviétique. Et nous ne sommes aujourd'hui pas loin de cette situation.

La réponse à ces interrogations reste encore par trop institutionnelle. Quand on pense aux fondamentaux de la construction européenne au lendemain de la Seconde guerre mondiale, on voit que cela ne se limitait pas à la CECA. Il y avait aussi l'Union européenne de Radio-Télévision (UER), dont j'ai eu la chance d'être un des dirigeants, il y avait l'UEFA, le CERN, etc. Il y avait donc des institutions transnationales qui avaient pour objet de rassembler sur une base professionnelle des communautés

humaines qui avaient la possibilité de discuter, d'échanger, de travail au-delà des silos nationaux et de définir des intérêts communs complémentaires de leurs intérêts nationaux qui évoluaient en conséquence. C'était aussi une manière de développer des expériences humaines de l'Europe. C'est d'ailleurs dans ce contexte qu'est né le fameux concoursurovision de la chanson en 1955 qui fédère 200 millions d'européens chaque année et une audience de 40% touchant également toutes les générations. Le *démos*, c'est-à-dire la communauté politique naît de la discussion. La question est de savoir comment organiser cette discussion. Il convient désormais d'inventer une nouvelle étape de la démocratie. Mais il faut pas sous-estimer le *cratos*, c'est-à-dire les institutions qui permettent à la communauté politique de s'assembler et de prendre des décisions de manière efficace.

La démocratie est une dynamique en constante évolution. Stopper son évolution est le meilleur moyen de la faire mourir, et c'est le risque auquel nous devons faire face aujourd'hui. Nos démocraties ont montré leur capacité à une inclusion croissante au cours de leur histoire. D'abord destinées aux blancs, riches, aristocrates et bourgeois, elles ont ensuite intégré de plus en plus d'hommes, de plus en plus jeunes, et se sont élargies par la suite aux femmes, puis parfois aux étrangers. La démocratie est le fruit d'une dynamique de droits et de libertés qui doivent en permanence se renouveler et s'actualiser en fonction de l'époque, et ce sont aussi des processus qui doivent aussi évoluer. Aujourd'hui la démocratie en Europe est une démocratie modérée fondée sur un processus de représentation, et on sent bien que l'époque exige d'ajouter à la brique représentative une brique délibérative et participative continue, qui aille au-delà des référendums et des élections qui se déroulent en gros tous les cinq ans. Le sujet qui est le nôtre désormais est d'inventer une plateforme physique et virtuelle qui permette aux citoyens européens de directement dialoguer entre eux, et d'être à l'initiative eux-mêmes des consultations. Les derniers développements technologiques et notamment les outils de traduction automatique qui ont considérablement progressé, permettent de penser cette plateforme permettant à des Européens de langue différente de dialoguer directement et de dépasser ainsi l'obstacle linguistique.

Je pense qu'il y a une prise de conscience de ce besoin, et certains outils ont été mis en place comme les initiatives citoyennes européennes par exemple suite au traité de Lisbonne. Et il faut reconnaître aussi que l'entreprise est complexe.

C'est une question d'état d'esprit et de modernité. Et je ne suis pas sûr que nous ayons la modernité politique et l'ouverture suffisantes en ce moment en Europe. Nous avons une approche conservatrice de nos modèles démocratiques, comme si la démocratie était donnée une fois pour toutes en oubliant que la démocratie est un combat dynamique qui s'actualise au gré des révolutions intellectuelles et industrielles. Telle que nous la concevons en Europe, la démocratie défend l'individu contre le collectif. Elle exige également de ne pas négliger les minorités, ce qui est une bonne chose. Mais elle devrait idéalement avoir la capacité croissante à intégrer les problématiques d'avenir et donc les générations futures, ainsi que l'impact de nos décisions au-delà du champ national ou européen, à une époque où de plus en plus de décisions ont un impact systémique qui dépasse le strict cadre national, ce qui est largement nouveau. Je partage cette conviction avec le philosophe belge Philippe Van Parijs, qui a pris part aux discussions de Civico. Nous disposons aujourd'hui de suffisamment d'informations pour pouvoir

faire ces choix pour l'avenir. Pourtant force est de constater que nos démocraties actuelles sont trop dans l'instantanéité, et ainsi elles perdent de leur légitimité avec des citoyens qui sont de mieux en mieux informés et parfois mieux que le décideur qui n'a plus le surplomb en termes de connaissances ou d'information nécessaire comme il l'avait avant le numérique, ce qui justifiait en quelque sorte la verticalité politique. Il nous faut désormais articuler verticalité et horizontalité en donnant une priorité à cette dernière.

Pour se penser véritablement citoyen européen, le vote ne suffit pas. Il faut une éducation civique commune et des expériences communes très tôt. C'est d'ailleurs pourquoi Civico Europa a pris position pour un Erasmus pour tous les collégiens le plus tôt possible. Sans ces deux éléments concrets, les citoyens européens auront du mal à se projeter ensemble et à articuler perspective locale, nationale et européenne. C'est la compréhension de la manière dont s'articulent ces différentes perspectives qui à mon sens nous protège le mieux des peurs qui sont au cœur de la tentation de repli national.

Dans le rapport « La voie européenne pour un futur meilleur », que vous présentez comme la contribution de Civico Europa à la réflexion sur le futur de l'UE, vous posez la question de l'avenir du multilatéralisme ?

A notre sens, la question fondamentale qui se pose, c'est comment peut-on organiser, à l'heure de la mondialisation, alors qu'un nombre croissant de phénomènes qui impactent le quotidien des gens sont transnationaux, l'intérêt général commun au niveau local, national, continental et global ? Comment donc parvenir à faire s'articuler les différentes communautés à l'échelle mondiale pour que non seulement elles coexistent pacifiquement, contribuent à un enrichissement mutuel, et plus encore, se dotent des moyens de relever ensemble les défis pressants de la planète que sont le développement durable et la gestion des migrations ? Si on regarde l'intention initiale des pères fondateurs, la construction européenne n'était qu'une brique de l'édifice plus large d'une démocratie mondiale, le laboratoire même de cette démocratie. Aujourd'hui le risque est de voir le retour de nationalismes concurrentiels, avec la remise en cause du système multilatéral de l'après-guerre fondé sur la conciliation des droits de l'homme et des droits des nations, et la volonté de passer d'une logique coopérative à une logique de purs rapports de force.

L'Europe en tant qu'Union peine à jouer pleinement son rôle dans un cadre multilatéral de plus en plus remis en question. Elle doit se doter d'une véritable politique étrangère commune, ce qui signifie que les Européens fassent le choix de la décision à la majorité dans ce domaine. C'est la condition nécessaire si l'on veut que l'Union joue un rôle à la hauteur de ses ambitions et surtout de son potentiel, et qu'il puisse jouer un rôle déterminant dans la nécessaire actualisation du cadre multilatéral.

Quelles sont vos recommandations à propos des migrations pour une politique de long terme ?

On ne peut développer une stratégie de long terme en matière de migrations sans disposer d'une analyse partagée des défis communs à court, moyen et long terme. Je souscris pleinement à la création

d'un groupe européen d'experts en matière de migrations comme la création du GIEC, groupe international d'experts sur le climat, qui a été déterminant pour une réaction commune aux dérèglements climatiques. Par ailleurs, Gesine Schwan, une des membres de Civico, se bat depuis trois ans pour promouvoir un fonds communautaire puissant pour aider les collectivités locales à accueillir et intégrer les migrants, je crois que c'est une idée pratique et forte. Pour le reste, je vous invite à lire notre rapport.

Comment recréer une dynamique de consensus entre les dirigeants européens ?

Il nous faudrait déjà une bien meilleure connaissance des transformations du monde qui sont à l'œuvre, et qu'elle soit beaucoup mieux partagée au niveau des décideurs politiques. Si, par exemple on connaissait mieux les objectifs du plan quinquennal chinois et la stratégie à long terme de la Chine qui est d'être la première puissance mondiale à l'horizon 2050, on comprendrait qu'il y a là une dynamique de fermeture qui est à l'œuvre. On ne peut agir que si on comprend nos intérêts communs à long terme, pour en tirer ensuite des enseignements et des actions communes.

Le président de la République française essaye de porter des mesures d'ensemble mais il peine à avancer en l'absence d'autres leaders pour s'associer à cet effort. Les Allemands sont provisoirement aux abonnés absents. L'histoire de la construction nous rappelle certes l'importance du couple franco-allemand, mais aussi le volontarisme nécessaire autour de ce couple qui ne peut s'avérer suffisant à lui seul. En 2006, quelque mois seulement après le référendum de 2005 qui a tant marqué la France, vingt-deux Etats membres ont ainsi demandé à ce qu'une solution soit trouvée et qu'elle soit conforme à leur vote positif. L'Europe n'avance pas sans ce type de mouvement et de leadership collectif. Autre exemple, pendant la crise économique et financière, la plupart des Etats poussaient là aussi dans le même sens pour trouver des solutions et montraient que ce leadership partagé était à l'œuvre.

Par ailleurs l'Europe ne peut fonctionner que s'il y a solidarité, or elle est très mise à mal aujourd'hui. Nous avons avec Maria João Rodrigues proposé à une dizaine de fondations de réfléchir à ce devait être un nouveau pacte solidaire pour l'Europe (« New Pact for Europe »). Cela a donné lieu à six ans de réflexion et nous venons d'en avoir les conclusions. Et ce pacte propose un nouveau deal européen fondé sur la croissance, la sécurité et les migrations que nous serions bien inspirés de mettre en œuvre. Mais c'est difficile toutefois dans le contexte actuel, car il y a un manque de leadership.

Dans le contre actuel de relative amorphie mais aussi de monter du repli nationaliste, la société civile et les leaders d'opinion ont un rôle crucial pour enclencher une dynamique positive.

L'association transnationale Civico dont vous êtes l'initiateur, vise à donner une nouvelle impulsion au projet européen et à la démocratie. Elle avait fait une proposition dans le rapport "la voie européenne pour un futur meilleur" que vous avez déjà mentionné. Je remarque d'ailleurs qu'on retrouve nombre

de ces propositions dans le programme européen du président Macron. Le rapport recommandait entre autres choses de consulter les citoyens dans la perspective des élections européennes. L'idée était de les associer le plus étroitement possible à la définition des objectifs et de revivifier l'exercice démocratique européen. Ces consultations citoyennes sont désormais lancées. Que pensez-vous de ces consultations, de leur objectif et de la façon avec laquelle elles sont organisées ?

Sur l'influence que le rapport de Civico a pu exercer sur le président Macron, si c'est vraiment le cas, alors nous en sommes ravis. Et nous l'avons été en effet en constatant notamment que le discours de la Sorbonne d'Emmanuel Macron convergeait avec beaucoup de nos propositions. Contrairement à ce qui a été dit, c'est la preuve que les propositions d'Emmanuel Macron sont bien des propositions européennes partagées partout en Europe et non des propositions strictement françaises.

Concernant le contenu de notre rapport à présent, notre conviction c'est que ses propositions sont susceptibles de créer un consensus au sein des Etats membres, au Parlement européen et auprès de la société civile. Nous l'avons pensé comme une base concrète de relance du projet européen. Ce qui importe est que ces propositions ne soient pas perçues comme émanant de tel ou tel mouvement, ou de tel ou tel chef de gouvernement, mais de la société européenne elle-même, et qu'elles visent à l'intérêt général. Elles ont été formulées par des parlementaires, des intellectuels, des syndicalistes, des entrepreneurs et de représentants de mouvements citoyens de toutes les sensibilités et reflètent donc cette dimension d'intérêt général, d'autant qu'elles procèdent d'un mouvement ascendant, elles ne viennent pas du haut, pas d'un Etat en particulier. C'est important de le souligner car les procédures qui sont identifiées comme descendantes et venant d'un Etat particulier suscitent malheureusement, dans le contexte actuel de repli, méfiance et défiance des autres Etats et des citoyens. La question qui se pose ensuite est celle du portage de ces idées. Et le fait que le président Macron joue sa part est en effet essentiel, mais pas suffisant toutefois. Il faut qu'il soit rejoint par d'autres chefs d'Etat.

Sur la question des consultations citoyennes, je pense que c'est une excellente chose que les Etats décident de consulter leurs citoyens. Cela peut contribuer à éviter une forme de populisme de la part de certains dirigeants qui seront de facto dans une dynamique d'écoute avec ces consultations. Mais il faut s'assurer que cette écoute ait bien lieu. Il faut donc garantir que les consultations citoyennes ne s'expriment pas simplement sur le papier, et qu'elles s'expriment dans la réalité, que les citoyens se sentent à l'aise et aient envie de s'associer à l'exercice.

La Commission a lancé une consultation en ligne dans ce cadre.

Oui, c'est une bonne chose. La manière de le faire a été intéressante avec un travail préalable impliquant une centaine de citoyens pour la définition des questions. Je dois pourtant dire qu'il n'est pas facile d'y répondre

C'est possible, mais au moins la démarche est ici transnationale, ce qui n'est pas le cas pour les consultations citoyennes qui sont organisées dans un cadre national en vertu d'une méthode tout aussi nationale.

C'est vrai. L'idée de Civico était d'aller encore plus loin et d'aller au-delà des silos nationaux. Nous suggérons de mettre en place un dispositif de consultation permanente, qui soit transnational et multilingue, et qui permette aux gens de dialoguer ensemble. Le dispositif devrait permettre aux gens non seulement de mieux comprendre les problèmes, mais de se mettre en situation de responsabilité et de s'inscrire dans une démarche de proposition et de co-construction. Nous pensons à Civico que c'est ainsi que nous accéderons à une nouvelle étape dans le cours évolutif de la démocratie. Les traités le permettent d'ailleurs, et nous pourrions donc compléter la démocratie représentative traditionnelle, en lui ajoutant une dimension délibérative et participative transnationale. Je pense que c'est ce qu'attendent les européens, qui ne veulent pas se sentir isolés dans leurs Etats. Cet isolement comporte un risque, celui qu'on constate désormais d'ailleurs, à savoir le repli sur soi. Je pense qu'il y a aujourd'hui urgence à mettre en place ce type de dispositifs qui permettent aux européens de dialoguer directement entre eux pour se sentir véritablement européens.

Quels seraient ces dispositifs ?

Ce n'est pas facile, je le concède. Mais les technologies actuelles nous permettent de les envisager. La traduction automatique a fait des progrès considérables. On peut plus aisément imaginer des plateformes de contenu et d'échange qui permettent aux citoyens de dialoguer directement par-delà les frontières et les langues. L'Europe doit être le lieu de cette expérimentation avant qu'elle ne se généralise. C'est ce qui nous permettra de reprendre la main dans le combat démocratique.

La réflexion est engagée aussi avec la Commission ?

Oui, et aussi avec le Parlement et le Conseil. J'ai vu les présidents des trois institutions et également plusieurs chefs d'Etat membres. Nous sommes en train de voir comment intégrer dans les programmes européens futurs un soutien à ce type d'initiatives.

Un budget a été prévu dans les perspectives financières à ce propos ?

On y travaille en ce moment.

Les élections européennes qui se profilent à l'horizon 2019 seront aussi bien évidemment un rendez-vous européen majeur de consultation directe des citoyens. Nous savons donc que le principe des listes transnationales a été rejeté au Parlement. Le principe des Spitzenkandidaten devrait quant à lui

vraisemblablement être maintenu. Comment voyez-vous ces élections, et à quoi faut-il s'attendre en terme de réponse de la part des citoyens qui trop souvent se sentent peu impliqués alors que les débats restent fondamentalement centrés sur des problématiques nationales ?

Le fait qu'il y ait des Spitzenkandidaten est une excellente chose, si toutefois ils sont bien confirmés, puisque les Etats membres n'y sont pas vraiment favorables mais il est certain que l'existence de têtes de liste candidats à la présidence de la Commission européenne prend pleinement son sens en cas de liste transnationale. C'est un sujet qui m'est cher car j'avais organisé le débat eurovision des candidats à la présidence de la Commission européenne qui a montré qu'un vrai débat public « transfrontières » était possible.

Oui je m'en souviens, c'était en effet la première fois qu'un tel débat se tenait. C'était assez extraordinaire et permettait soudain aux citoyens d'associer des visages à ces élections. Vous étiez parvenus à dépasser aussi la difficulté d'un débat multilingue, ce qui n'est pas évident.

Non, c'était loin d'être évident. Et à dire vrai au début cela semblait être un combat perdu, d'abord parce que les acteurs ont mis un peu de temps à jouer le jeu. Ensuite il y avait en effet le problème des langues, avec comme première option celle de faire le débat en anglais, et en seconde option, plus exigeante et complexe et qui avait ma préférence, celle d'opter pour un débat multilingue. C'est un sujet majeur à mes yeux, et à ce propos je pense qu'il faut impérativement que les institutions européennes se remettent à parler plusieurs langues. Je vois difficilement dans le contexte actuel comment on ne peut utiliser que l'anglais. On doit utiliser les langues qui reflètent la profondeur de notre culture commune.

Il faut un budget pour cela, et notamment que la DGT et le SCIC aient plus de moyens...

Oui, mais c'est important. Il faut aussi mieux tirer parti des progrès de la traduction automatique, mieux faire coopérer les communautés de traducteurs. Il y a de nouveaux outils qui se développent qui ne sont pas encore parfaits mais qui sont très prometteurs et annoncent des changements majeurs dans le domaine de la traduction ou de l'interprétation automatique. Ce sur quoi je veux insister, c'est qu'il faut permettre à chacun de reparler sa langue, sans bien entendu remettre en question le fait qu'il est bon qu'il y ait des langues véhiculaires, ne serait-ce qu'en matière d'influence. Mais si on veut être vraiment influent, on ne peut pas parler seulement la langue de notre principal concurrent économique et politique que sont devenus les Etats-Unis.

Et puis il faut prendre acte de la transformation du monde qui est à l'œuvre depuis ces dix dernières années dans tous les domaines et de façon radicale. L'économie s'est réorganisée autour du numérique, nous sommes revenus à une politique de puissance qui rappelle à certains égards davantage le XIXe s. que le XXe, les repères sociétaux sont bouleversés, pour le meilleur parfois, avec par exemple le mariage pour tous qui est un changement majeur, et les questions démographiques sont plus importantes que jamais, qu'elles concernent les migrations ou le vieillissement, alors que la population mondiale est la plus vieille de l'histoire, etc. Or tous ces changements provoquent des électrochocs, et l'Europe se trouve

au cœur de tous ces changements. Il est donc urgent de construire un nouveau logiciel pour répondre à ces défis, et se montrer beaucoup plus agiles.

Et donc, pour revenir aux élections européennes, quel conseil donneriez-vous pour sensibiliser les citoyens à toutes ces questions et les intéresser, les impliquer concrètement aux élections et au débat qui doit se tenir à l'échelle de l'Europe pour qu'ils puissent par leur vote stimuler le changement de leur choix ?

Il est un peu tard hélas. Les élections auront lieu en mai 2019, et ma crainte est la montée en puissance des forces nationalistes au Parlement européen. On aurait dû je pense mobiliser et faire réfléchir tous les acteurs des nouvelles technologies pour créer les conditions d'un vrai débat transnational, afin de donner aux citoyens la possibilité d'écouter et de comprendre ce qui se passe ailleurs, dans les autres Etats membres. Des programmes transnationaux auraient dû être bâtis, sans forcément qu'il n'y ait de listes transnationales d'ailleurs, pour pousser les citoyens à penser à l'échelle de l'Europe et inviter le débat à se tenir à cette échelle.

Vous pensez donc que ce débat aurait pu se tenir grâce à des outils développés par les entreprises du numérique ?

Il faudrait en effet envisager une initiative avec les plus grands acteurs technologiques européens et avec les acteurs de la radio et de la télévision, les faire s'asseoir autour d'une table et leur demander de contribuer à inventer des outils adaptés à une nouvelle étape de la démocratie représentative. J'aurais ainsi aimé que les institutions demandent à l'Union européenne de Radio-Télévision (UER) de réfléchir à la création d'un vrai espace public européen. C'est le rôle des institutions que d'impulser de telles initiatives, il faut qu'elles fassent montre de confiance à l'égard de ces acteurs qui ont souvent le sentiment d'être insuffisamment associés, c'est tout aussi valable pour les leaders d'opinion ou la société civile d'ailleurs.

Les Européens ont beaucoup de ressources. J'ai vu cela aussi en tant qu'industriel, dirigeant de l'Union européenne de radio et télévision, qui est en fait un service public supranational qui fédère l'ensemble des services publics du continent. Notre force de frappe est très grande. Les chiffres d'affaires cumulés des membres sont de l'ordre de 30 milliards d'euros. Ce dont nous avons besoin c'est d'apprendre à utiliser cette force de frappe collectivement. Il faut qu'on soit capables de reprendre la main au niveau industriel comme on l'a fait au lendemain de la Seconde guerre mondiale. Les services publics avaient alors été utilisés comme des vecteurs d'innovation technologique majeurs. Je pense qu'on sous-estime cette carte, et qu'elle est essentielle alors que la dépense publique reste encore importante.

Dans le cadre de l'UER par exemple j'ai initié plusieurs programmes. D'abord un programme de transformation stratégique sur la contribution à la société, destiné à aider les médias de service public à

maximiser leur impact sociétal, démocratique, économique et culturel. Un autre programme porte sur le big data et l'Intelligence artificielle, la « big data initiative » de l'UER. Son objectif est de permettre aux entreprises européennes de relever le défi complexe du RGPD, et de développer leurs propres algorithmes autour de systèmes de valeurs qui soient conformes aux valeurs européennes, et enfin d'utiliser le big data pour enrichir les contenus d'actualité et lutter contre les fake news. Cette initiative regroupe les médias de service public autour de quatre priorités : créer la confiance, développer des algorithmes de recommandation conformes aux valeurs des médias des services publics, enrichir les programmes d'information à forte valeur ajoutée pour permettre aux citoyens d'être mieux informés, et mettre en place des mesures performantes de la valeur sociétale. L'initiative a été lancée il y a trois ans et a déjà porté des fruits. Il y a aussi un autre projet mené avec la Commission européenne qui a été initié en 2015 et officiellement lancé à l'automne 2017. C'est le « MediaRoad project », un écosystème d'innovation, une sorte de Silicon Valley pilote pour les médias publics et privés en Europe. Le projet est développé avec la DG CONNECT et ambitionne d'accélérer l'innovation dans le domaine des médias, un domaine qui est au cœur de notre pluralisme démocratique.

L'espoir peut-il malgré tout l'emporter ?

Il y a beaucoup d'européens en Europe, beaucoup d'initiatives individuelles, qu'il faudrait coordonner, beaucoup de leaders d'opinion pro-européens qui à mon sens sont actuellement trop silencieux dans cette période où se réveillent et se coalisent des forces qui veulent paralyser l'Union, voire la miner de l'intérieur. Il serait temps qu'ils se retrouvent ensemble, rapidement, pour donner un destin démocratique à notre continent. Et soixante-dix ans après le Congrès de La Haye, j'ai envie d'appeler à un nouveau congrès des consciences européennes qui fédère tous ceux qui ont envie d'écrire une nouvelle page positive de notre histoire commune.